



**Réunie le lundi 7 novembre 2022, l'Assemblée générale des agents du secteur de la Petite Enfance avec l'Intersyndicale CGT-CFTC-UCP-FSU-FO a décidé, d'appeler à une 6<sup>ème</sup> journée de grève le jour de la rentrée, mardi 3 janvier 2023**

L'intersyndicale a été reçue en audience à trois reprises : le 06 septembre 2022, par M. Bloche, Conseiller de Paris et M. Vuillaume, Directeur de la DFPE, le 22 juin, puis le 26 septembre et le 02 novembre par M. Vuillaume et son équipe. À chacune de ces occasions, il nous a été demandé de rappeler les revendications portées par l'intersyndicale ! Chacun de ces 3 appels a été largement suivi, avec des taux exceptionnels de grévistes (avoisinant les 15%) les 30 août, 6 octobre et 7 novembre derniers. Malgré cette forte mobilisation, l'exécutif continue de faire la sourde oreille à ces revendications :

- **Pas de réponse sur notre demande de pouvoir 100% des postes d'Agents Techniques de la Petite Enfance** (objectif zéro glissement de tâches) alors qu'il n'y a pas d'obstacle de recrutement pour ce corps,
- **Pas de réponse sur notre revendication de la Prime d'installation** pour toutes et tous (les agents qui débutent en CDD et en apprentissage en sont exclus),
- En réponse à notre demande de financement des études pour l'accès au diplôme d'État d'Auxiliaire de Puériculture : **l'administration propose de créer une « école des métiers »**. Or, quelle déception de constater que ce projet n'est autre qu'un changement de nom de la formation continue déjà existante, qui n'apportera donc aucune solution au besoin criant de formation de plus d'Auxiliaires de Puériculture.
- **La Ville de Paris se retranche derrière la loi pour justifier son refus d'attribuer la prime des 189 euros (Ségur) aux professionnel.le.s de la DFPE**. Lorsque l'intersyndicale suggère de verser ce montant sous un autre intitulé (par soucis d'équité avec nos collègues de la DSP et de l'APHP notamment...), c'est alors le coût (estimé à 18 millions par M. Bloche) qui devient un obstacle insurmontable. **L'intersyndicale déplore ce refus catégorique de reconnaissance, par l'exécutif, du travail fait au service des familles parisiennes**, alors que beaucoup d'autres administrations, plus soucieuses de l'attractivité de nos métiers, s'y sont résolues. **Que devons-nous en conclure quant à l'attachement de la Ville de Paris à son service public de la Petite Enfance ?**

Par leur lutte, les salariés des secteurs essentiels à la Nation ont eu des augmentations (7% pour les salariés des raffineries, 8,87% pour les salariés des centrales EDF...). **Le service public de l'Accueil des tout-petits et de leurs familles n'est-il pas un secteur essentiel à la Nation ?**

L'intersyndicale s'alarme de constater le développement des « délégations de service public » et autres crèches privées quand les EAPE municipaux peinent quant à eux à faire le plein des sections et à remplir leurs missions de service public ! La Ville de Paris espère-t-elle gagner du temps tout en poursuivant son orientation anti-service public ?

**Avec l'Intersyndicale CGT-CFTC-UCP-FSU-FO**  
**6<sup>ème</sup> journée de grève de la Petite Enfance de Paris**  
**MARDI 3 JANVIER 2023 (jour de la rentrée)**  
**Objectif : ZERO ACCUEIL**

**Nous appelons parents et élus municipaux à rejoindre la place de la République à 10h, pour marcher avec bruits, avec nous, vers l'Hôtel de Ville.**

*Bien sûr, la Préfecture de Police nous délivrera une autorisation au dernier moment, restez informé.e.s !*